

# CHRONIQUE

de la Semaine

Hebdomadaire d'informations générales, d'analyses et de publicité  
[www.chroniquedelasemaine.com](http://www.chroniquedelasemaine.com)

FAIT DIVERS

**C'EST PROUVÉ, SE  
MARIER FAIT GROSSIR !** P.4

Lancement officiel du paiement en ligne des  
impôts par les Grandes Entreprises :



Adoyi Essowavana

L'OTR innove pour un  
meilleur service de qualité  
aux opérateurs économiques P.5

Réformes constitutionnelles et institutionnelles :

**La majorité joue sa partition en adoptant un texte  
qui prend en compte le rapport de l'expert sénégalais**



Christophe Tchao, Président du Groupe Parlementaire UNIR

**La phrase "Nul ne peut  
exercer plus de deux  
mandats présidentiels"**

**est maintenue** P.3

**La C14 au pied du mur**

**Miroir sur le Togo :**

**Le sondage édifiant de l'Institut Prospective  
Sécurité en Europe publié hier à Paris** P.6

**74% de Togolais favorables aux élections législatives du 20 décembre 2018**

**Opération "Togo mort"  
de la C14, un fiasco total :**

**Les Togolais ont préféré vivre que de subir  
la mort programmée par la Coalition** P.3



Jean-Pierre Fabre

**La fille de Jean-Pierre  
Fabre a boudé le mot  
d'ordre de son père en  
se rendant à son travail**

**La C14 en passe  
d'envoyer les enfants  
des pauvres à l'abattoir** P.4&5



Des leaders de la C14



Banybah Komlan Eric

Campagne législative 2018 :  
**La liste indépendante  
BÂTIR entre de plain  
pied dans la danse** P.6

**Développement des infrastructures de communication :**

**Le Président Faure Gnassingbé lance les travaux de construction d'un centre d'hébergement informatique à Lomé**

Carrier Hotel, c'est le nom donné au nouveau centre d'hébergement informatique que le Togo s'apprête à construire à Lomé, la capitale. Le Chef de l'Etat Faure Gnassingbé a procédé, lundi 03 décembre dernier, à la pose de la première pierre de cette infrastructure de niveau TIER III+ qui a un des plus hauts niveaux de fiabilité en matière de d'hébergement de données et de colocation neu-



dien des Togolais grâce à l'hébergement de contenus locaux qui seront accessibles de manière quasi instantanée au moyen de l'infrastructure du point d'échange internet déjà opérationnel.

Financée par le Groupe de la Banque Mondiale à hauteur d'un peu plus de 12 milliards de nos francs, (12.228.203.219 FCFA) sous forme de crédit, ceci dans le cadre du Projet Régional Ouest-Africain de Développement des Infrastructures de Communications (WARCIP), cette infrastructure de dernière génération permettra d'améliorer considérablement le quoti-

Elle " offrira une garantie aux futurs clients Entreprises qui souhaitent héberger leurs données critiques dans un environnement sécurisé, avec des solutions de dernière génération en matière d'équipement de data center ", a expliqué le ministre

des Postes et de l'Economie numérique, Mme Cina Lawson. Selon Mme Cina Lawson, " les choix technologiques sur lesquels repose le Carrier Hotel en termes de normes de fiabilité, de sécurité et de qualité, en font l'un des plus performants en Afrique de l'Ouest ". A en croire le Directeur des Opérations de la Banque mondiale pour le Togo, Pierre Laporte, " la construction de Carrier Hotel viendra en appui pour permettre au Togo de se

positionner comme un hub et un pôle d'excellence sous régional en matière de cyber sécurité et de gestion des données ". Il s'agit là du tout premier investissement de très haut niveau de la Banque mondiale dans la sous-région.

Etétabli sur une superficie de 1ha 6a 27ca, Carrier Hotel qui signifie littéralement " hôtel des acteurs majeurs des télécommunications ", va pousser du sol togolais au bout de 15 mois à compter de janvier prochain. Il sera réalisé par CFAO Technologies et Centro.

Techniquement, le centre sera constitué de salles d'informatique, d'espaces pour l'installation des serveurs, d'un système d'énergie sécurisé, d'un dispositif spécial de refroidissement des installations, d'un atelier d'énergie solaire, d'un bâtiment administratif, d'un dispositif électrique sécurisé couplant des groupes électrogènes et d'un pylône.

Ainsi, le premier trimestre de l'année 2020 verra le Togo se doter d'un complexe qui abritera un Carrier Hotel de type Data TIER III +. Véritable opportunité pour le Togo, selon le ministère de l'Economie numérique, la réalisation de ce projet permettra d'améliorer considérablement le quotidien des Togolais grâce à l'hébergement de contenus locaux qui seront accessibles de manière quasi instantanée au moyen de l'infrastructure du point d'échange internet qui est déjà opérationnel. Il permettra également de démocratiser l'accès aux services technologiques aux PME et PMI nationales qui n'ont pas assez de moyens pour investir dans l'acquisition et la maintenance de DATA CENTERS performants qui coûtent cher. De même, le Carrier Hotel servira à héberger la plateforme destinée à améliorer les services de l'administration publique.

JPB

**Première conférence de haut niveau sur les données ouvertes au Togo :**

**Le gouvernement se dit prêt à exécuter toutes les recommandations conformes au cadre juridique et réglementaire**

A l'initiative de l'ambassade des Etats-Unis d'Amérique, du PNUD, de l'Union Européenne et de la communauté MINODOO, en collaboration avec le ministère togolais de l'Economie numérique, une conférence sur Open Data (données ouvertes) s'est tenue le 30 novembre dernier à l'hôtel 2 février à Lomé. La révolution numérique a pour corollaire la production de données qualifiées de nos jours de mine d'or. Une donnée est une richesse inestimable. Ouverte, elle devient un outil inégalable de développement. L'ouverture des données est devenue, fort de cette conviction, au-delà de la simple pratique, une philosophie intrinsèquement liée au développement partout dans le monde. Le Togo ne saurait rester en marge de cette tendance et entend tirer profit de l'ouverture des données pour l'intérêt public. C'est dans ce sens que la ministre de l'Economie numérique, Mme Cina Lawson, présidente de la conférence, n'a pas manqué de mettre en relief dans son discours d'ouverture, les dispositions juridiques mises en place par le gouvernement pour faciliter l'accès à l'information et à la documentation publique.



mettent à disposition des populations les données", a souhaité Eklou Kodjo Amemassovor, Manager de la communauté Minodoo et coordonnateur de la conférence. Et pour une meilleure implication des acteurs publics, il est prévu la formation des points focaux de l'accès à l'information des différents ministères. " On a prévu deux ateliers de formation pour toutes les administrations ; parce que le Togo a mis en place des points focaux dans chaque ministère qui doivent s'occuper de la plateforme data.gouv.tg. Donc on a prévu les former pour qu'ils mettent les données dans les bons formats et les mettent à disposition pour la population ", a renchéri Eklou Kodjo.

David Gilmour, l'Ambassadeur américain, a pour sa part, tout en saluant le gouvernement pour les efforts juridiques consentis pour le libre accès à l'information, invité le Togo à faire partie du Partenariat pour le Gouvernement Ouvert (PGO).

" En ce qui concerne l'Open Data, le Togo peut mieux faire ", a estimé l'ambassadeur américain, car dit-il, c'est la clé de voûte pour que le Togo devienne un vrai acteur de l'ouverture des données.

En effet, l'ouverture des données publiques et gouvernemen-

tales sont d'une importance capitale pour les populations. Selon lui, le Togo doit aller plus loin pour bénéficier des avantages des données. C'est dans cette droite ligne que l'ambassadeur américain a formulé quelques orientations à l'endroit du gouvernement togolais. Il s'agit entre autres d'investir dans l'acquisition des compétences en données ouvertes au sein de l'ensemble du gouvernement ; investir dans la formation et les ressources pour les points focaux des ministères pour la mise à jour et le partage des données, en donnant la priorité à la publication des données gouvernementales les plus précieuses (cartes, adresses, données sur les routes, transports etc.) soutenir l'innovation par l'incubation en utilisant les données ouvertes.

Et enfin, il a invité le gouvernement togolais à " sérieusement envisager d'adhérer au Partenariat pour le Gouvernement ouvert " qui compte désormais plus de 70 pays. Lançant officiellement les travaux de ce premier forum de haut niveau au Togo sur les données ouvertes, la ministre des Postes et de l'Economie numérique, Cina Lawson, a d'abord rappelé la situation de l'écosystème digital du Togo qui porte aussi sur l'ouverture des données à travers l'opendata.gouv.tg. " La

thématique sur les données ouvertes figure au rang des nombreuses actions engagées au cours de ces dernières années par le ministère de l'Economie numérique ". Par ailleurs, elle s'est félicitée des dispositions juridiques adoptées par le gouvernement, ouvrant ainsi l'accès libre à l'information.

" Depuis 2016, le Togo dispose d'une loi portant liberté d'accès à l'information et à la documentation publique. Le texte autorise l'accès aux informations et aux documents publics par consultation en ligne ", s'est-elle réjouie. Mme Cina Lawson s'est engagée à mettre en œuvre à travers son ministère toutes les recommandations qui sortiront de cette rencontre pour le renforcement des dispositions déjà prises par l'Etat pour le développement de la société de l'information au Togo. Elle a invité les congressistes à une " adaptation et à une anticipation, à travers des dispositifs et mécanismes garantissant l'accès des populations aux informations ; tout en veillant au cadre juridique et réglementaire ".

Le représentant résident du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) au Togo, M. Damien MAMA, de son côté, s'est attardé sur quelques aspects potentiels des données ouvertes sur l'amélioration des conditions de vie et pour l'atteinte des Objectifs du développement durable soulignant que les données ouvertes (open data) permettent de disposer de statistiques de manière efficiente pour la prise de décision publique, mais aussi individuelle, et du secteur privé.

Les données ouvertes permettent en particulier de démocratiser l'accès aux statistiques et contribuent à plus de transparence et de redevabilité de l'action

publique. En outre, l'exploitation des données ouvertes permet de fournir et ou d'améliorer les services publics. Ces données sont utiles dans de nombreux secteurs, à divers groupes de personnes et organisations, dont les gouvernements eux-mêmes. Des produits et services privés ont pu être améliorés ou créés grâce aux données ouvertes. L'innovation est propulsée par les données ouvertes.

L'efficacité des services gouvernementaux est améliorée grâce aux données ouvertes. De nouvelles connaissances ont été acquises en combinant différentes sources de données massives et ouvertes. Par ailleurs, les données ouvertes ont un potentiel économique énorme.

Enfin, les Open Data gouvernementales aident également à prendre des décisions dans la vie personnelle et à inciter les citoyens à devenir plus actifs dans la société.

Daniel A.

**CHRONIQUE de la Semaine**

**Directeur de la Publication**  
**ALIZIOU ESSODINA**  
 90 01 21 69

**REDACTION**

**Imprimerie SDR**  
 Tirage : 2000 ex.

Cette rencontre, première du genre au Togo, a rassemblé différents acteurs autour de la question des données ouvertes pour aider le pouvoir public et les organisations de la société civile à cerner l'importance pour notre pays de faire de l'Open Data une réelle pratique.

" A l'issue de cette conférence, on aimerait que les acteurs de l'administration publique soient informés et formés sur ce que c'est que l'open data et qu'ils

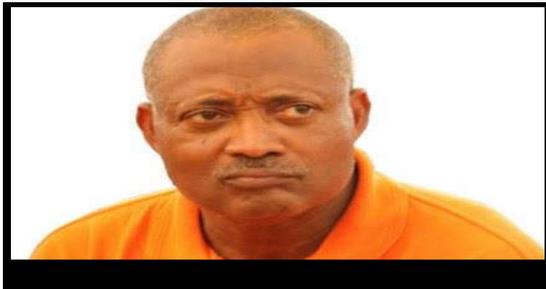
## Opération "Togo mort" de la C14, un fiasco total :

# Les Togolais ont préféré vivre que de subir la mort programmée par la Coalition

## La fille de Jean-Pierre Fabre a boudé le mot d'ordre de son père en se rendant à son travail

Les dignitaires de la Coalition des 14 partis de l'opposition (C14) ont été désillusionnés le mardi dernier par les Togolais en général et les militants même de ce regroupement politique. Tout le peuple a désavoué la politique de la terre brûlée que pratique la C14 depuis le 19 août 2017. En effet, après leur marche du samedi dernier, les responsables de la Coalition qui apparemment prennent leurs militants comme des ignorants, décident de décréter une journée "Togo mort" prévue pour le mardi 04 décembre. Leurs militants qui n'ont pas travaillé le jeudi et le samedi pour aller à la marche, sont encore une fois conviés à rester oisifs chez eux ce mardi.

" Je n'ai pas travaillé jeudi et samedi pour montrer mon militantisme et aujourd'hui



encore je dois rester à la maison sans rien faire. Je vais manger quoi avec ma famille ?", s'énervait un conducteur de taxi-moto, Salifou Kimèlème, militant du PNP résident à Agoé-Zongo.

Dame Ablavi Mougnanou, militante de l'ANC à Kodjoviakopé s'indignait : " Finalement, Jean-Pierre Fabre nous prend comme des cons. Après deux jours de marche à laquelle j'ai pris activement part, on nous demande encore de rester à la maison. Qu'allons-nous manger moi et mes enfants

?"

Ces quelques réactions montrent à suffisance que même les militants de la Coalition n'étaient pas prêts à obéir à ce mot d'ordre " Togo mort " lancé par leurs leaders qui étaient ivres de joie après la mobilisation du samedi.

Jean-Pierre Fabre et ses affidés étaient tellement omnibusés par leur petite mobilisation avec à la clé les imports et exports pour grossir le nombre qu'ils ont pensé qu'en décrétant " Togo mort " le mardi, tout le pays allait ressembler à un cimetière.

Mais malheureusement pour eux, les Togolais n'ont pas voulu subir leurs caprices. Dès le matin du mardi, les taxis, les taxis-motos dont certains conducteurs sont des militants de la C14, ont pris d'assaut les routes et rues de la capitale et du pays tout entier pour mener leurs activités au grand dam de Jean-Pierre Fabre et ses acolytes.

Les revendeuses ont rejoint leurs marchés, les fonctionnaires et autres opérateurs étaient à leurs postes, bref le Togo était plus vivant que jamais ce mardi-là. Quel fiasco ! Le comble c'est que certains membres de la famille même du chef de file de l'opposition ont bravé le mot d'ordre.

Par exemple, la propre fille de Jean-Pierre Fabre était à son poste à la BOAD à 7heures 28. Pourquoi n'est elle pas restée à la maison pour respecter ainsi le mot d'ordre lancé par son père ? Ou bien

elle a compris que son père est taré en lançant ce mot d'ordre ou bien Jean-Pierre, se croyant très malin, a demandé aux autres Togolais de rester chez eux affamés tout en exhortant sa fille à aller travailler au risque de perdre son boulot.

Cette attitude est une preuve que le chef de file de l'opposition n'aime pas ses militants à qui il demande de faire des sacrifices en respectant le mot d'ordre tout en exhortant sa fille à aller travailler. Quel cynisme !

Tout porte à croire que les militants de la Coalition ne sont pas dupes pour suivre aussi bêtement les appels à des actions qui pourront leur porter préjudice. Ils ont accepté d'aller marcher dans les rues mais ont refusé de contribuer à tuer le Togo. Le mardi dernier, le Togo était plus vivant que jamais.

Aliziou Dominique

## Réformes constitutionnelles et institutionnelles :

# La majorité joue sa partition en adoptant un texte qui prend en compte le rapport de l'expert sénégalais

## La phrase " Nul ne peut exercer plus de deux mandats présidentiels " est maintenue

### La C14 au pied du mur

Depuis la publication de la feuille de route par la conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement de la CEDEAO le 31 juillet 2018, la majorité présidentielle s'est résolument engagée dans l'application de ces recommandations. Ainsi outre le processus électoral dont le gouvernement s'est engagé à respecter la date du 20 décembre fixée par la CEDEAO pour la tenue des législatives, les réformes tant réclamées par la Coalition, demeurent en bonne place dans son agenda. La Commission de la CEDEAO avait commis un expert en droit constitutionnel en l'occurrence M. Alioune Badara Fall pour faire des propositions. Evidemment l'expert a produit son rapport qui a pris en compte les recommandations de la feuille de route qu'il a soumis aux facilitateurs, à la C14 et au gouvernement.

Le gouvernement a opéré quelques amendements du rapport de l'expert qu'il a envoyé à la commission des

lois de l'Assemblée Nationale. Les députés de la coalition toujours fidèles à leur politique de la chaise vide, exigent que le texte de l'expert soit plaqué intégralement puis soumis à la plénière. Pour la Coalition qui refuse les amendements portés par le gouvernement, aucune virgule ne sera soustraite du rapport de l'expert.

Pour ce faire elle quitte l'hémicycle comme d'habitude refusant ainsi de prendre part aux débats sur les réformes. Les députés de la majorité conscients de la nécessité de faire les réformes comme le prévoit la feuille de route de la CEDEAO, ont adopté le texte sur les réformes le jeudi dernier. C'est la commission des lois de l'Assemblée Nationale qui a adopté ce texte qui prend en compte une grande partie du rapport de l'expert de la CEDEAO. Ainsi les articles 59, 60 et 100 ont été adoptés

L'article 59 proposé par l'expert stipule : " Le Président de la République est élu au suffrage universel, libre, direct, égal et secret pour un mandat de cinq ans, renouvelable une seule fois.



Nul ne peut exercer plus de deux mandats présidentiels ou proroger le mandat pour quelque motif que ce soit. Cette disposition ne peut faire l'objet d'une révision "

La proposition du gouvernement stipule : " Le Président de la République est élu au suffrage universel, libre, direct, égal et secret pour un mandat de cinq ans, renouvelable une seule fois.

### Nul ne peut exercer plus de deux mandats présidentiels

Le Président de la République reste en fonction jusqu'à la prise de fonction effective de son successeur élu "

Avec cette mention " Nul ne peut exercer plus de deux mandats présidentiels " la majorité a pris en compte les préoccupations de la coalition qui a adhéré au texte de l'ex-

pert à cause de cette mention. L'on peut dire sans se tromper que la politique de la chaise vide pratiquée par la coalition se retourne contre elle.

Le président de la Commission des lois a pourtant pris soins d'inviter les députés de la C14 qui siègent à la commission des lois de venir débattre de ces réformes mais comme à leur habitude ils ont brillé par leur absence. Malgré leur absence, les députés UNIR ont travaillé pour produire un texte qui prend en compte les préoccupations de la coalition avec cette mention qui remplace " en aucun cas nul ne peut faire plus de deux mandats ". L'expert dans l'exposé de motifs a relevé que cette mention est superflu c'est pourquoi il a proposé " nul ne peut exercer plus de deux mandats présidentiels "

Les articles 60 et 100 n'ont pas subi d'amendement important. L'on se demande si finalement les députés de la Coalition prendront part à la plénière et voter cette réforme ou vont-ils encore opter pour la politique de la chaise vide ? Puisque depuis cette crise, la coalition a habitué les Togolais de voltes-faces interminables. A chaque fois que la Coalition obtient la satisfaction d'une revendication, elle brandit une autre. Que va-t-elle encore brandir dans les prochains jours pour faire du boucan ?

Cette façon de faire propre la Coalition a fini par lasser les facilitateurs, la communauté internationale et les Togolais qui ont du mal à cerner leur vrai objectif. La majorité vient encore une fois de démontrer sa bonne foi en adoptant un texte qui prend en compte les revendications de son adversaire politique et qui répond à la prescription de la feuille de route de la CEDEAO. Le monde entier a les yeux rivés sur la coalition dont on attend la réaction sur les propositions faites par la commission des lois. Le Togo avance avec ou sans la coalition.

Aliziou Dominique

Echos de la campagne pour les législatives 2018 :

# 130 listes dont 105 des partis politiques et 25 des candidats indépendants à la conquête de l'électorat

## La C14 entre en "campagne dure" dès samedi

Démarrée timidement le 04 décembre dernier, la campagne pour les élections législatives du 20 décembre 2018 bat son plein sans bien entendu les partis politiques regroupés au sein de la Coalition des 14, qui elle, entend entrer dans la danse de fort belle manière dès samedi prochain.

L'ouverture officielle de la campagne

Le processus électoral enclenché depuis plusieurs mois au Togo a pris une tournure importante depuis le mardi 04 décembre à 00h00. Dans un message diffusé ce lundi 03 décembre, le président de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI), Prof Kodjona Kadanga, ouvrant la campagne qui va couvrir les 15 prochains jours, a appelé l'ensemble des acteurs à l'apaisement et à la transparence. Le président de la CENI a indiqué que tout devrait être mis en œuvre pour faire de la campagne électorale une parfaite réussite dans la sécurité, l'apaisement, le calme et la sérénité.

Le Professeur Kodjona Kadanga dit compter sur "l'engagement politique et citoyen des candidats" pour raffermir les gages de la démocratie naissante dans notre jeune nation. "La CENI sait pouvoir compter sur l'engagement politique et citoyen des candidats et des électeurs, gage du raffermissement de notre démocratie et du triomphe de notre vivre ensemble dans la paix et l'harmonie", a-t-il expliqué dans son message à la nation.

Des spécimens des bulletins de vote ont été donnés aux candidats pour, dit-il, "sensibiliser les électeurs à leur positionnement sur les bulletins, à faire connaître leur logo et surtout comment voter pour éviter de faire des bulletins nuls".

Le président de la CENI a témoigné sa gratitude non seulement au gouvernement pour les dispositions prises en vue de sécuriser le processus électoral et garantir la libre circulation des candidats à l'élection dans leurs différentes circonscriptions électorales, mais aussi aux institutions de la République pour leur collaboration multiforme. A la



Commission de la CEDEAO, le président de la CENI salue son accompagnement à travers les experts dépêchés à la CENI dans le but de contribuer à la transparence et à l'adhésion au processus.

Notons qu'au total 850 candidats issus de 130 listes dont 105 des partis politiques et 25 des candidats indépendants sont en lice pour ce scrutin boycotté par la Coalition des 14 partis politiques de l'opposition dont les leaders n'ont pas fait acte de candidature pour ces élections législatives du 20 décembre prochain.

La liste "BÂTIR" a ouvert le bal dès mardi matin à Lomé

Construire ensemble l'avenir de notre pays en positionnant les jeunes comme pôle de compétence au service du Peuple, tel est le crédo des candidats de la liste indépendante "BÂTIR".

Déjà mardi matin, premier jour de la campagne électorale, la liste "BÂTIR" est entrée sans perdre du temps dans la danse à travers une sensibilisation à Lomé. Les candidats de "BÂTIR" ont non seulement fait la cour aux électeurs mais ils ont surtout expliqué le bien-fondé de leur présence dans la course pour l'hémicycle.

"La jeunesse est la force de toute nation. Et nous jeunes de "BÂTIR" avons de l'énergie, des idées novatrices, de l'ardeur, de la détermination pour peser sur les décisions majeures qui devront engager la Nation togolaise", nous a confié l'un des candidats de la liste, Banyobah Komlan Mawuli, tête de liste de "BÂTIR".

UNIR en grand conquérant

Le parti au pouvoir, Union pour la République (UNIR), qui a misé sur la jeunesse, n'a pas non plus mis du temps à descendre dans l'arène électorale. Outre les affiches géantes qui pavent les grandes artères de la capitale et de la plupart des villes du septentrion en concurrence avec le parti de Gilchrist Olympio, Union des Forces de Changement (UFC).

Le parti UNIR a organisé son premier meeting à Agoé (banlieue de la capitale), le mardi dernier. A l'intérieur du pays, des cadres du parti au pouvoir, Tchitchao Tchaim, Bernadette Legzim-Balouki entre autres, se sont illustrés positivement dans la préfecture de la Kozah où ils se sont rendus à Djamdé, Atchangbadé et Sarakawa à la rencontre des électeurs.

A Sokodé, les cadres UNIR de la préfecture ont organisé une caravane dès l'ouverture de la campagne, c'est-à-dire le 04 décembre, pour annoncer les couleurs.

Ils étaient nombreux à prendre d'assaut les artères de la ville de Sokodé, tous drapés aux couleurs de leur parti (bleu et blanc).

L'UFC, toujours d'attaque

Alors qu'une certaine opinion estimait que ce parti était "mort", c'est avec beaucoup d'ambitions que les cadres du parti Détià ont abordé cette campagne avec un programme de société qui fait une large part aux personnes du troisième âge.

Intitulé "Ensemble pour un Togo nouveau et un vivre-ensemble en toute tolérance", ce projet de société a été présenté par le parti de Gilchrist Olympio au cours d'un point de presse à son siège peu avant

l'ouverture de la campagne. Ce projet comporte trois volets à savoir : politique, social et économique. Le parti si cher à Gilchrist Olympio ambitionne de réunir une majorité à la future représentation nationale.

C'est fort de cette conviction que le parti a placardé les affiches à l'effigie du Détià dans les coins et recoins de la capitale sans oublier d'autres actions pour la conquête de l'électorat.

Le NET veut une place au soleil

C'est en parti conquérant que le Nouvel Engagement Togolais (NET) de Gerry K. Taama a fait sa première descente dans l'arène de la campagne par une conférence de presse hier à son siège à Lomé.

Face à la presse, le NET a présenté les grandes thématiques qu'il compte développer au cours de ces deux semaines de campagne. Avec pour ambitions d'avoir au moins neuf sièges à la future Assemblée nationale.

La C14 absente

Absente aux premières heures de cette campagne électorale pour raison de boycott, la Coalition des 14 partis de l'opposition entend rester

à l'écart de ces électorales les législatives du 20 décembre 2018 qu'elle ne voit d'ailleurs pas d'un bon œil. Elle entend faire une intrusion spectaculaire dans cette campagne en organisant, à compter de samedi prochain, des manifestations pour exiger entre autres, l'arrêt du processus, la mise en œuvre des réformes constitutionnelles et institutionnelles, la révision du cadre électoral y compris le droit de vote des Togolais de la diaspora, la libération des détenus politiques.

Cette C14, en retard sur les événements, a déjà convié les populations togolaises à une journée "Togo mort" le mardi 04 décembre ; une opération qui a été un fiasco d'autant plus que la grande majorité des Togolais, y compris ses propres militants et sympathisants, ont vaqué librement à leurs occupations. On attend donc de voir ce que va donner sa nouvelle trouvaille dans les prochains jours.

A l'instar du NET, de l'UFC, de UNIR, de BÂTIR, plusieurs autres partis en lice attendent encore d'entrer dans la danse. Rappelons que la campagne qui a démarré le 04 décembre, s'achève le 18 décembre 2018 à 23h59.

JPB

## Fait divers

### C'EST PROUVÉ, SE MARIER FAIT GROSSIR !

*C'était un "on-dit", c'est maintenant prouvé scientifiquement. Pour plaire à son prochain, on serait prêt à faire n'importe quoi. Mais une fois la bague au doigt, c'est une autre affaire...*

Selon un sondage mené par le Daily Mail, le confort d'une relation stable pousserait les couples à abandonner les régimes... et à prendre quelques kilos. Le journal britannique a interrogé 1.000 personnes mariées depuis quatre ans et 82 % d'entre elles ont déclaré avoir pris du poids après s'être mariées ou installées ensemble.

Résultat : après une seule année de mariage, 40 % des couples avouent avoir pris en moyenne 4 livres, soit environ 1,8 kg. Si 22 % des personnes interrogées déclarent n'avoir pris que 2 livres après un an d'union, soit environ 900 grammes, près d'un cinquième admet avoir grossi de 6 livres, soit 2,7 kg environ. Enfin, 18 % des sondés affirment que le mariage n'a eu aucun impact sur leur poids.

Pour expliquer cette prise de poids soudaine, les couples évoquent en premier lieu le fait de passer plus de temps à grignoter en duo devant la télévision avec leur partenaire (plus de 50 %), mais également par le fait de se relâcher une fois la relation installée. La plupart des sondés (72 %) expliquent d'ailleurs avoir moins de pression pour rester minces que lorsqu'ils étaient célibataires.

"Il est tout à fait stupéfiant que de nombreux couples grossissent moins de quatre ans après leur mariage. Ce qui est également frappant dans cette recherche, c'est de savoir comment le poids des hommes et des femmes a tendance à monter en tandem", affirme au Daily Mail, le directeur général de la firme de régime Forza Supplements qui a mené l'enquête. Seul point positif, le phénomène inverse se produit également : si le mari ou la femme décide de faire un régime, il en va de même de leur moitié.

Source : ici.fr santé

## La C14 en passe d'envoyer les enfants des pauvres à l'abattoir

L'information est tombée hier lors d'une conférence de presse animée par la coalition des 14 partis de l'opposition au siège de la CDDP. Au cours de cette rencontre avec la presse les leaders de la Coalition ont levé un pan du voile sur une partie de la stratégie qu'ils entendent mettre en œuvre pour empêcher la tenue des législatives du 20 décembre prochain qu'ils ont boycottées. Ils décrètent 10 jours de marches de protestation à partir du lundi prochain au mépris de la loi portant manifestations publiques à caractère politique et de la



note du ministre de la décentralisation portant interdiction de ces manifestations au cours de la campagne législative démarrée mardi dernier.

Pour éviter d'éventuels télé-

copages entre militants de divers partis politiques qui conduisent à des affrontements et autres actes de violence et de vandalisme souvent soldés par

Suite à la page 5

## Lancement officiel du paiement en ligne des impôts par les Grandes Entreprises :

# L'OTR innove pour un meilleur service de qualité aux opérateurs économiques

Après le lancement de la déclaration en ligne depuis 2016, l'Office Togolais des Recettes (OTR) a procédé, hier mercredi 5 décembre 2018 à son siège à Lomé, au lancement officiel du paiement en ligne ou télépaiement des impôts par les Grandes Entreprises. La cérémonie qui a réuni les cadres de l'OTR, des partenaires bancaires et les chefs des grandes entreprises, vise à présenter à ces derniers, non seulement l'opérationnalité et la praticabilité de ce nouvel outil, mais aussi et surtout l'intérêt indéniable qu'il apporte aux entreprises.



Dans sa vision de fournir un service de qualité aux différents opérateurs économiques et de leur décharger des coûts des procédures de paiement de taxes, l'OTR a mis ce système de paiement en ligne en collaboration avec ECOBANK-Togo. La mise en place de ce nouveau système moderne de paiement (pour l'instant au service des grandes entreprises uniquement), qui s'inscrit dans la

volonté de la recherche permanente de l'excellence et de modernisation dans la prestation des services de l'Office Togolais des Recettes (OTR), aux opérateurs économiques de ne pas se déplacer, de rester dans leurs bureaux, même dans leurs voitures pour procéder au paiement, selon le Commissaire aux Impôts, M. Adayi Essowavana. Ceci participe à la modernisation de la gestion des impôts et à la stratégie de développement fiscal dans notre pays.

" L'Office Togolais des Recettes a commencé par les Grandes Entreprises, il entend aussi évoluer avec les

Moyennes Entreprises. Les Moyennes Entreprises ont aussi commencé à faire des déclarations en ligne et le paiement en ligne aussi s'en suivre à leur niveau. Donc c'est le lieu pour nous d'inviter les opérateurs économiques surtout les grandes entreprises à se mettre dans la logique du paiement en ligne ", a indiqué le commissaire aux Impôts, Adayi Essowavana, de l'OTR.

Il a rassuré par ailleurs, que le paiement en ligne ou le télépaiement est totalement gratuit et sera bientôt élargi à d'autres banques de la place via une plateforme de l'OTR. Mme Adjahoto Eugénie, responsable

du Département des grandes entreprises à Ecobank-Togo, a de son côté expliqué que le produit que son institution propose au public, particulièrement aux contribuables togolais, existe depuis cinq ans avec plus de 1200 abonnés aujourd'hui. C'est un produit qui, a-t-elle dit, permet aux clients qui veulent non seulement consulter leur compte à Ecobank, mais aussi faire des transactions notamment les transferts, de ne plus avoir à se déplacer physiquement à la banque mais de pouvoir effectuer ces transactions en toute sécurité confortablement assis à leur domicile, à leur bureau ou un peu partout où il y a la connexion internet.

Ainsi, dans le cadre des facilitations de l'opération aux contribuables initiées par l'OTR, Ecobank veut faire l'intégration de ces deux systèmes pour permettre à un contribuable qui a accès à la déclaration en ligne de terminer son opération toujours en ligne au lieu de se déplacer à un moment donné à l'OTR ou dans une banque pour payer ses taxes. Elle a montré, en outre, aux opérateurs les

procédures du paiement en ligne.

" Après être connecté au site de OTR, le contribuable arrivé au moment du paiement, se connecte directement site de Ecobank et suit les étapes. Et le système lui ramène les références de la déclaration, les montants, tous les éléments qu'il faut, et en ce moment il peut valider et payer. Ensuite il peut imprimer son reçu et télécharger la quittance depuis le site de l'OTR. C'est simple, c'est pratique, c'est sécurisé et ça facilite la vie à tout le monde ", a expliqué la chargée du Département des grandes entreprises à Ecobank Togo, Mme Adjahoto Eugénie.

Pour les premiers bénéficiaires de ce télépaiement que sont les grandes entreprises, c'est une initiative salutaire en ce sens qu'elle permet aux entrepreneurs de gagner en temps, d'éviter les déplacements avec des grosses sommes d'argent, les longues queues d'attente devant les guichets de paiement, les coûts et les risques des déplacements.

Daniel A.

## 2e congrès de la société togolaise de la santé mentale à Lomé :

# Les professionnels du domaine face aux défis de la prise en charge et la prévention des problèmes psychiques dans les familles dans l'espace francophone

Les professionnels de la santé mentale du Bénin, du Niger, du Mali, de la Côte d'Ivoire, de la France, de la Belgique, du Canada et du Togo se sont réunis, le 04 décembre 2018 dans le cadre du 12e congrès international de la PSYCause et du 2e congrès de la Société Togolaise de la Santé Mentale (SOTOSAM), à l'Université de Lomé autour du thème : " La Francophonie face à la mondialisation : famille et psychopathologie dans l'espace francophone ". Au cours de ce congrès, plus de 200 chercheurs en la matière ont plâché sur la prise en charge dans les familles des crises psychiques, telles que les psychoses, la schizophrénie, la dépression, l'épilepsie, le retard mental et les troubles de l'anxiété.

le lancement des recherches multipartites entre l'Europe, les Etats-Unis d'Amérique, le Canada et l'Afrique dans le but de voir comment les professionnels de ces trois continents peuvent travailler ensemble malgré leurs diversités.

Selon Pr Kolou Dassa, le président de la Société Togolaise de la Santé Mentale (SOTOSAM), ces assises constituent une contribution de la communauté scientifique universitaire, non seulement, par rapport aux nouvelles exigences de la mondialisation, mais aussi, par rapport aux nouveaux enjeux de la francophonie.

Dans son discours d'ouverture des travaux, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche, M. Octave Nicoué Broom, a laissé entendre que l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) définit la santé mentale comme un état de bien-être qui permet à chacun de réaliser son potentiel, de faire face aux difficultés normales de la vie, de travailler avec succès et de manière productive et d'être en mesure d'apporter une contribution à la communauté.

Il s'agit, en effet, d'une rencontre de partage des expériences dans la prise en charge et la prévention des problèmes psychiques dans les familles. Ceci, en lien avec la mondialisation et les bouleversements socio-économiques. Il est prévu, en outre, au cours des assises,

Au Togo, a-t-il dit, l'engagement du gouvernement dans la promotion de la santé mentale se manifeste par la mise en place d'un Programme National de Santé Mentale, la création d'une école de formation des masters en santé mentale dans tous les centres hospitaliers universitaires et régio-

naux. Il a également indiqué que le Togo dispose de psychiatres, de psychologues ainsi que de paramédicaux spécialisés en santé mentale, en vue d'une meilleure prise en charge des populations. Il a salué la forte mobilisation des professionnels à ces assises qui, selon lui augurent de la

qualité des échanges, par la mutualisation des expériences scientifiques et universitaires.

Rappelons que la rencontre comporte aussi à son menu des ateliers au profit des professionnels de la santé mentale du Togo.

Daniel A.

## La C14 en passe d'envoyer les enfants des pauvres à l'abattoir

Suite de la page 4

conduirait à un risque très élevé des pertes en vies humaines, des blessés ou des dégâts matériels importants, le ministre de la décentralisation a interdit les manifestations programmées par la C14. C'était dans une note en date du 5 décembre adressée à la coalition. Dans la note il est écrit : " Vous avez publiquement indiqué, à plusieurs reprises, votre volonté d'empêcher, par tous les moyens, la tenue des élections législatives du 20 décembre, telles que décidées par la CEDEAO.

Ces déclarations publiques, ont été confirmées par le fait que votre coalition n'a pas présenté de listes pour le scrutin du 20 décembre 2018.

Par ailleurs, le risque que vos caravanes et cortèges se heurtent à ceux des partis engagés dans la campagne électorale, demeure par conséquent, fort probable. Ce risque qui

conduirait à un risque très élevé des pertes en vies humaines, des blessés ou des dégâts matériels importants, le ministre de la décentralisation a interdit les manifestations programmées par la C14. C'était dans une note en date du 5 décembre adressée à la coalition.

Dans la note il est écrit : " Vous avez publiquement indiqué, à plusieurs reprises, votre volonté d'empêcher, par tous les moyens, la tenue des élections législatives du 20 décembre, telles que décidées par la CEDEAO.

Ces déclarations publiques, ont été confirmées par le fait que votre coalition n'a pas présenté de listes pour le scrutin du 20 décembre 2018. Par ailleurs, le risque que vos caravanes et cortèges se heurtent à ceux des partis engagés dans la campagne électorale, demeure par conséquent, fort probable. Ce risque qui

conduirait à un risque très élevé des pertes en vies humaines, des blessés ou des dégâts matériels importants, le ministre de la décentralisation a interdit les manifestations programmées par la C14. C'était dans une note en date du 5 décembre adressée à la coalition.

Dans la note il est écrit : " Vous avez publiquement indiqué, à plusieurs reprises, votre volonté d'empêcher, par tous les moyens, la tenue des élections législatives du 20 décembre, telles que décidées par la CEDEAO.

Ces déclarations publiques, ont été confirmées par le fait que votre coalition n'a pas présenté de listes pour le scrutin du 20 décembre 2018. Par ailleurs, le risque que vos caravanes et cortèges se heurtent à ceux des partis engagés dans la campagne électorale, demeure par conséquent, fort probable. Ce risque qui

Ricardo

Miroir sur le logo :

# Le sondage édifiant de l'Institut Prospective Sécurité en Europe publié hier à Paris

## 74% de Togolais favorables aux élections législatives du 20 décembre 2018

L'Institut Prospective Sécurité en Europe a publié hier à Paris, un sondage édifiant sur le Togo. Réalisé du 20 octobre au 18 novembre 2018 par cet Institut mondialement connu, ce sondage qui prend en compte une couche significative de la population togolaise en âge de voter, sélectionnée sur toute l'étendue du territoire national selon des critères bien définis, reconstitue un miroir du Togo au sujet de questions essentielles de la vie sociopolitique togolaise, à savoir : les conditions de vie des populations, le processus électoral en cours et l'image des partis politiques et des leaders actuels.

On retiendra d'après les résultats de ce sondage, que 74% des Togolais auditionnés sont favorables aux élections législatives contre 18%, 35% estiment que la situation générale du pays s'est améliorée ces cinq dernières années, une proportion sensiblement égale (soit 34%) estiment que cette situation s'est plutôt dégradée ; alors qu'au sujet des leaders politiques, seuls les plus connus, Faure Gnassingbé, Salifou Athadam Tikpi et Jean-Pierre Fabre, reçoivent respectivement l'assentiment de la majorité des Togolais interrogés. Nous vous proposons dans les lignes qui suivent les résultats de ce sondage.

### TOGOCOSPIE OCTOBRE/NOVEMBRE 2018

#### MÉTHODOLOGIE

Enquête réalisée du 20 octobre au 18 Novembre 2018 auprès d'un échantillon représentatif de la population togolaise de plus de 5 000 personnes en âge de voter, sélectionnées selon des critères d'âge, sexe, statut professionnel et d'ethnies, réparties proportionnellement dans les 6 régions administratives du TOGO comme suit :

- Lomé/Golf : 1 100 personnes interviewées
- Maritime : 1 000 personnes interviewées
- Plateaux : 1 050 personnes interviewées
- Centrale : 950 personnes interviewées
- Kara : 600 personnes interviewées
- Savanes : 700 personnes interviewées



Le questionnaire a été administré en face à face par une équipe de 26 enquêteurs Togolais sous la conduite de 3 superviseurs. Les enquêteurs parlaient le français et au moins une des langues usuelles aux principales ethnies.

Le questionnaire soumis aux personnes sondées comprenait trois parties : A/ Les Togolais et leurs conditions de vie B/ Les Togolais et le processus électoral C/ L'image des grands partis politiques et des leaders actuels

On verra bien trouver ci-après les principaux résultats aux questions afférentes à ces trois grands thèmes.

Les enquêtes ont été réalisées entre le 20 octobre et le 18 novembre, avant la convocation du corps électoral pour le 20 décembre et avant la décision formelle d'une partie de l'opposition de boycotter le scrutin.

Sondage réalisé par



### A. LES TOGOLAIS ET LEURS CONDITIONS DE VIE

D'une manière générale, les Togolais sont lucides quant à la qualité et au niveau de vie en Afrique aujourd'hui, et en particulier dans la sous-région, comparés aux leurs. Si la majorité d'entre eux considère qu'ils partagent globalement (60%) les mêmes conditions de vie que leurs voisins immédiats, ils sont néanmoins 40% à considérer qu'ils vivent personnellement mieux au Togo qu'au Ghana, au Burkina Faso ou au Bénin.

A titre de comparaison, trois domaines leur paraissent mieux assurés au Togo que chez les voisins : la sécurité, la liberté et le droit de vote.

Un domaine leur paraît être comparable : l'éducation.

Deux domaines leur paraissent mieux assurés chez les voisins que chez eux : l'accès aux soins et les routes et transports.

Exprimant en résumé leur opinion sur l'évolution de leur pays depuis cinq ans, les Togolais se divisent en trois tiers quasiment égaux : un tiers d'entre eux (35%) considère que la situation s'est plutôt améliorée, un tiers (34%) qu'elle s'est détériorée et un tiers (30%) qu'elle n'a pas changé.



Au cours des 5 dernières années, diriez-vous que la situation générale du pays s'est : plutôt améliorée, restée pareille ou détériorée ?

- Améliorée 35%
- Restée pareille 31%
- Détériorée 34%

### B. LES TOGOLAIS ET LE PROCESSUS ELECTORAL

Afin de mesurer l'état d'esprit des Togolais face au processus électoral en général, et plus précisément par rapport à l'expression démocratique et aux échéances à venir, nous leur avons d'abord demandé s'ils s'étaient inscrits sur la nouvelle liste électorale, quel était

leur sentiment vis-à-vis de l'expression politique en général, leur opinion à propos d'une éventuelle modification de la Constitution instaurant la limitation des mandats, s'ils avaient l'intention d'aller voter aux prochaines législatives et quels étaient leurs souhaits quant aux résultats de celles-ci.

De l'analyse des résultats, il ressort que 81% des Togolais se sont faits recenser en vue des prochaines échéances, que 74% d'entre eux ont l'intention d'aller voter, qu'ils privilégient le dialogue plutôt que les marches, que 81% sont favorables à la limitation à deux mandats présidentiels et que les élections seront particulièrement ouvertes, puisque d'une part, à peu près la même proportion d'électeurs souhaite la victoire de la majorité et de l'opposition (31% contre 32%) tandis que 37% d'entre eux ne se prononcent pas et constituent sans doute le marais hésitant qui fera la différence souhaitée.

**Question 6**  
Avez-vous l'intention d'aller voter aux prochaines élections législatives ?

- OUI 74%
- NON 18%

### Ne sait pas 8%

\* l'enquête a eu lieu avant l'annonce d'une partie de l'opposition appelant à boycotter les élections.

### C. L'IMAGE DES GRANDS PARTIS POLITIQUES ET DES LEADERS ACTUELS

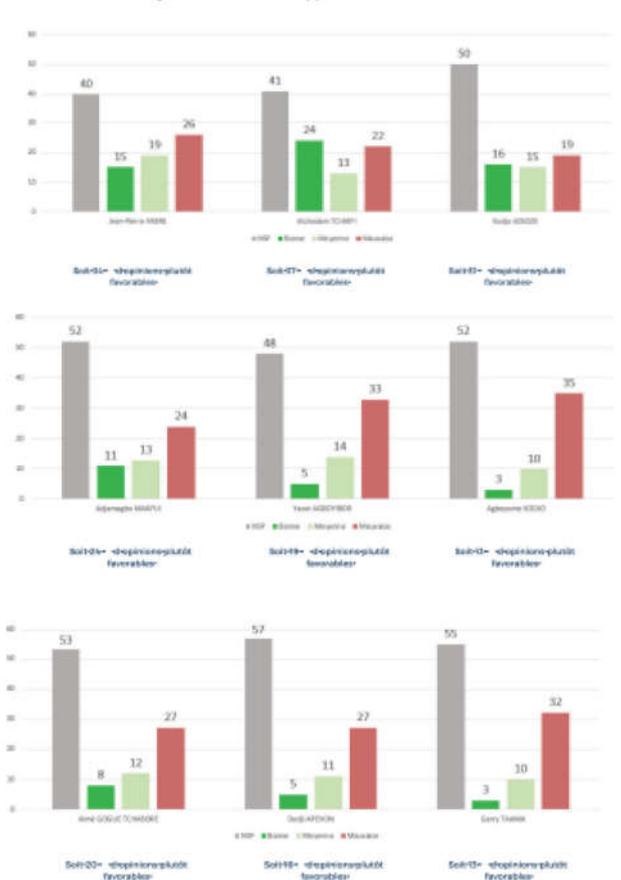
Avec plus de 100 partis politiques enregistrés pour une population de 6 millions d'habitants, le Togo pourrait aisément recevoir la palme d'or de la catégorie, si on décernait un trophée dans ce domaine.

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que lorsqu'on demande aux Togolais d'émettre une opinion sur tel parti ou tel leader, seuls les plus connus d'entre-eux reçoivent une appréciation de la part des citoyens.

A la lecture des résultats, on constatera que 4 partis et 4 leaders font la course en tête des appréciations : UNIR, PNP, ANC et UFC pour les partis et Jean-Pierre Fabre, Tchikpi ATCHADAM, Kodjo ADEDDZE et Yaovi AGBOYIBOR pour les leaders.

### QUESTION 10

Pour chacune des personnalités politiques suivantes pouvez-vous me dire si vous en avez une bonne moyenne ou mauvaise appréciation\*\*



**Campagne législative 2018 :****La liste indépendante BÂTIR entre de plain pied dans la danse**

Parmi les candidats à l'hémicycle se trouve une riche et forte participation des jeunes qui, désormais se disent que les affaires de la Cité deviennent leur priorité. Pour jouer leur partition dans le développement de notre pays, les jeunes de " BÂTIR " sont résolus à se battre afin de porter haut les voix de toute la jeunesse togolaise. Déjà dès les premières heures du 4 décembre dernier, marquant le début de la campagne électorale pour les législatives du 20 Décembre, la liste des indépendants " BÂTIR " a investi les médias pour exposer son projet de société aux populations du grand Lomé où elle va compéter pour rafler les 10 sièges mis en jeu. Dans l'après-midi, une caravane a sillonné quelques artères de la capitale pour aboutir au quartier général à Cacaveli.

Construire ensemble l'avenir de notre pays en positionnant les jeunes comme pôle de compétence au service du Peuple, c'est sur cet engagement que les candidats et leurs suppléants ont entretenu une assistance des grands jours,



parée aux couleurs de " BÂTIR ", le blanc et violet, au rythme des chants des groupes folkloriques qui animaient la partie. Au titre des dix (10) points inscrits dans le Pacte de société du groupe " BÂTIR ", se trouve également en bonne place la question de la gratuité des soins médicaux de qualité.

" Nous entendons, si nous sommes élus au Parlement au soir du 20 décembre prochain, œuvrer afin de rendre gratuits les soins médicaux pour les enfants et pour les femmes à terme ", a soutenu BANYBAH Komlan Eric.

La liste " BÂTIR " compte aussi s'attaquer à l'hémicycle, aux problèmes des jeunes. " Cette Jeunesse, longtemps utilisée et manipulée, reste le principal instrument de développement ; BÂTIR veut donc faire autrement en formant et informant les populations sur les enjeux et les défis de notre époque ", a laissé entendre un membre de BÂTIR. Après que les membres de la liste BÂTIR aient été présentés au public, la tête de liste Atsou Ayao Fiacre, dans une allocution, a indiqué que BÂTIR a été constitué pour faire autrement la



politique.

" Le moment est venu, avons-nous proclamé, que des jeunes dynamiques unissent leurs forces et idées pour bâtir un Togo nouveau, pour les jeunes qui représentent près de la moitié de la population ", a-t-il dit, une jeunesse lassée et fatiguée de se satisfaire des promesses non tenues en direction des jeunes.

A bien lire le programme de société de la liste indépendante " BÂTIR " qui place la jeunesse au centre de ses actions, nous pouvons espérer que pour une fois, si les candidats de ce groupe accèdent au Parlement, beaucoup de choses seront corrigées pour le bonheur des populations vulnérables.

Pour la tête de liste Atsou Ayao Fiacre, le concept BÂTIR

n'est pas innocent, mais révélateur. Aux âmes bien nées, la valeur n'attend point le nombre des années. Il a indiqué que dans les deux semaines à venir, BÂTIR va exposer en détail sa stratégie et recueillir des propositions auprès des populations.

Il a invité l'assistance du jour et la population du grand Lomé à soutenir la liste BÂTIR par le vote du 20 décembre pour que les élus de BÂTIR puissent contribuer à transformer par le vote à l'assemblée, au changement tant souhaité par eux.

Le spécimen du bulletin de vote a été présenté au public et la place de BÂTIR (la première sur le bulletin) a été montrée tout comme la manière de plier le bulletin.

CS

**La sécurisation des élections législatives du 20 décembre 2018 :****Le gouvernement rassure tous les acteurs de la compétence et de la neutralité de la FOSE 2018 et appelle à une élection transparente et calme**

Dans l'intention de rassurer les différents acteurs nationaux (institutions de la République, administration, partis politiques, candidats et professionnels des media) et internationaux impliqués dans le processus électoral du 20 décembre 2018, sur le plan sécuritaire élaboré par la FOSE 2018, pour garantir leur sécurité avant, pendant et après ce scrutin législatif, le ministre de la Sécurité et de la protection civile, le Général Yark Damehame, a organisé une conférence de presse vendredi 30 novembre dernier à Lomé. Cette rencontre avait pour but d'informer tous les acteurs sur les compétences et prérogatives de la Force Sécurité Elections (FOSE) 2018 et son ordre d'opération.

Créée par décret n° 2018-131/ PR du 28 août pris en conseil des ministres, dans le cadre de la sécurisation des élections législatives du 20 décembre prochain, la Force Sécurité Elections (FOSE) 2018, a pour mission de garantir la sécurité avant, pendant et après les élections législatives



du 20 décembre 2018. C'est dans cette droite ligne que le ministre de la sécurité et la protection civile, en vue de permettre aux acteurs nationaux et internationaux concernés par cette échéance électorale, de prendre connaissance des mesures sécuritaires prévues à cet effet, a organisé une rencontre d'information et d'échange à Lomé.

Au cours de cette rencontre, le commandant de la FOSE 2018, Commandant divisionnaire de la police, M. Têko Mawuli Kouidouovoh, a affirmé que la sécurisation de toutes les phases et de tous les acteurs de cette élection sera assurée

exclusivement par 8000 policiers et gendarmes bien formés et recyclés sur les thématiques de droits de l'Homme, le maintien de l'ordre, la ségrégation des lieux sensibles, la sécurisation des personnes et des biens.

Cette force placée sous la supervision de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) et sous la responsabilité du ministère en charge de la sécurité et de la protection civile, sera déployée sur toute l'étendue du territoire national sous le commandement d'un commandant et des commandants régionaux et préfectoraux.

Le ministre de la Sécurité et

la protection civile pour sa part, exprimé sa gratitude au chef de l'Etat, M. Faure Gnassingbé, aux différents partenaires au développement, notamment le PNUD et la Fondation Hanns Seidel qui ont d'une manière ou d'une autre permis d'outiller les 8000 agents de police et de gendarmerie sur les différentes techniques de maintien de l'ordre et de sécurité en période électorale.

Le Général Yark Damehame a rassuré l'ensemble de la population que, nonobstant la tension politique ambiante depuis 19 août 2017 et la volonté de boycotter ces élections exprimée par une partie de l'opposition, toutes les dispositions sont prises pour permettre à la FOSE 2018 d'assurer, avec efficacité, l'ensemble de ses missions.

La FOSE 2018, a-t-il affirmé, est bien entraînée et bien outillée pour faire face aux missions qui lui incombent. Le ministre a par ailleurs appelé tous les acteurs à faire confiance à la force qui se mettra en permanence et en toute neutralité à la disposition de tous. Il n'a pas manqué de rappeler que

lorsqu'on boycotte une élection, on reste chez soi, donc aucun citoyen ne peut empêcher l'autre d'aller au nom de la démocratie s'exprimer dans les urnes. Alors, il est clair que tous ceux qui tenteront de violenter les togolais qui veulent faire leurs campagnes ou aller voter, trouveront la FOSE sur leurs chemins.

Mme Nakpa Polo, la secrétaire d'Etat chargée des droits de l'Homme, a profité de l'occasion pour exhorter les organisations de défense des droits de l'Homme à accompagner le gouvernement, pour que ces élections se déroulent dans la transparence et le calme. Selon le président de la CENI, le Pr Kadanga Kodjona, les activités de la FOSE 2018 constituent un gage pour la réussite de la mission de la CENI.

Il a, en outre, invité toute la population à la non-violence et les parties impliquées dans les élections à se garder de tout acte pouvant être interprété comme étant une provocation à l'égard des forces de défense et de sécurité.

Daniel A.

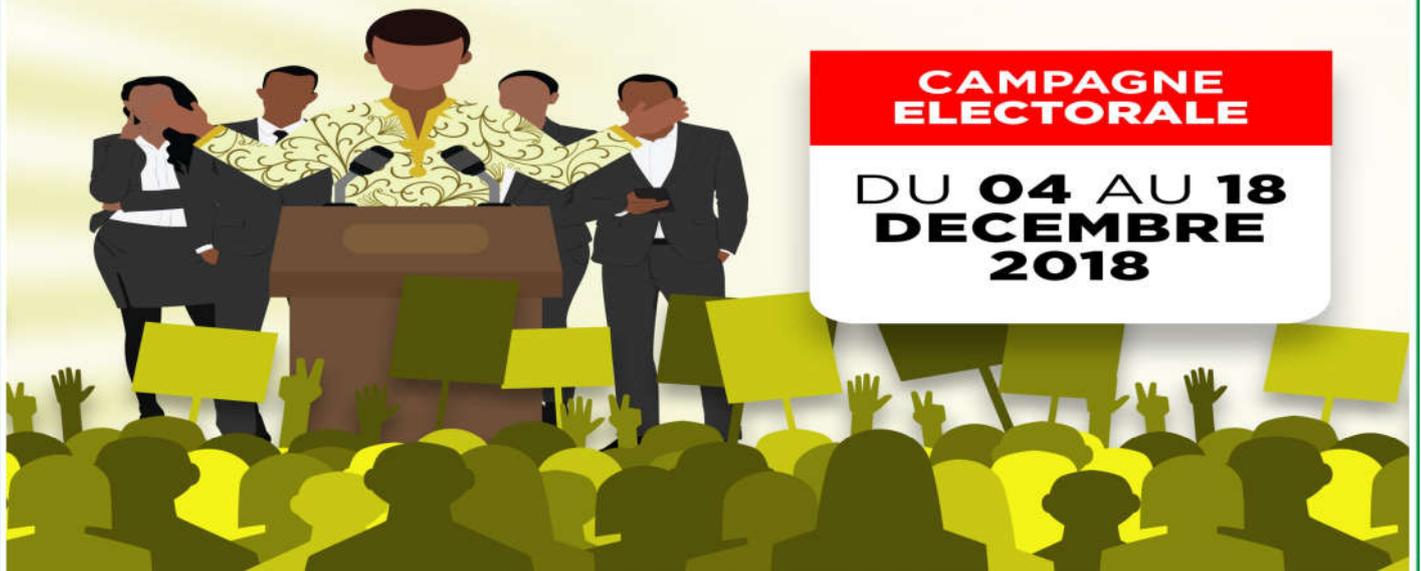
COMMISSION ELECTORALE  
NATIONALE INDEPENDANTE



**CENI-TOGO**



ELECTIONS  
**2018**  
LEGISLATIVES



**CAMPAGNE  
ELECTORALE**

**DU 04 AU 18  
DECEMBRE  
2018**

**#ElectionsTg2018**

**Togolais, viens, bâtissons la cité !**



*Spéciale*  
*fin d'année 2018*

**JUSQU'À  
-45%**

sur le  
**DÉDOUANEMENT**

- ✓ des marchandises\*
- ✓ des véhicules

\* Offre valable jusqu'au 31 décembre 2018  
\* Marchandises sous douane en souffrance

FEDERER POUR BATIR  
www.otr.tg